

Unissons-nous pour la Vallée d'Aspe et le Pays de Béarn !

Heureuses sont ces quelques personnes éprises de liberté qui vivent « à la dure », sans eau ni réseau électrique, sur le plateau du Gabarn ! Heureuses car elles ont fait ce choix en toute liberté !

Les riverains de la RN 134/E7, eux, subissent insécurité, bruit, vibrations et pollution. Les usagers de la route, tant véhicules légers que poids lourds (PL) subissent l'insécurité.

Le tunnel du Somport est en service depuis janvier 2003, bientôt 16 ans.

Il n'est que temps de faire le bilan de l'impéritie de l'Etat et du blocage par certains de la réalisation des contournements indispensables des communes traversées en leur cœur par cette route nationale et internationale (Oloron, Gurmençon, Asasp-Arros, Cette-Eygun et Urdos) et des aménagements nécessaires, comme dans le secteur du Fort du Portalet.

Sur les 5 contournements prévus, un seul a été réalisé, celui de Bedous en 2008. Malgré ce blocage de fait le trafic, celui de PL en particulier, a augmenté. Les chiffres sont éloquentes. Le trafic de PL a doublé de 2004 à 2017, passant de 60000 à 120000 par an et, sur les 7 premiers mois de l'année il est en progression de 30% par rapport à la période précédente de 2017 (84317 contre 64875). A ce rythme environ 150000 PL passeront par le tunnel du Somport cette année, ce qui correspond, au bas mot, à 3 millions de tonnes de marchandises en transit. L'accélération récente du trafic ne se démentira pas avec l'achèvement prochain, en 2020, des 3 autoroutes à 2x2 voies sans péage (A21, A22 et A23) qui convergent à Jaca, 21 km au sud du tunnel du Somport.

La seule limite à cette augmentation, car il y en a une, fort heureusement, c'est la capacité du tunnel du Somport qui sert, dès l'origine, de filtre et de contrôle efficace, des produits dangereux en particulier, qui transitent par lui. Si cette limite est de 1000 PL par jour (le nombre de 723 a été atteint en mars 2018), le tonnage annuel de marchandises en transit pourrait atteindre 5 à 6 millions.

Nier cela, est un déni de réalité !

Est-il plus réaliste de s'y opposer quand cela est la conséquence d'un traité international signé par les Etats français et espagnol en 1991 et garanti par les règles de fonctionnement de l'Union européenne ?

L'alternative proposée par certains est la voie ferrée.

BAP travaille sur cette possibilité, en lien avec la Région Nouvelle-Aquitaine et avec l'Aragon. En supposant réalisés les aménagements nécessaires pour que puissent rouler des trains de fret de 400t entre Jaca et Bedous, et des trains de 1200t entre Huesca et Jaca d'une part, entre Pau et Bedous d'autre part, en faisant circuler ces trains 7 jours sur 7 et 24h sur 24, les tonnages théoriques maximum se situent entre 1,5 et 2,4 millions de tonnes. Soit, en pratique, car les rames ne seront pas toujours à pleine capacité et le rythme de 7/7-24/24 pas toujours possible, un tonnage annuel de 500 000 à 800 000.

Ce serait moins du tiers du tonnage actuel par la route. Et, à quel coût ?

La voie ferrée ne peut constituer une alternative à la route, au mieux une complémentarité comme le défend BAP.

Prétendre le contraire relève de la pensée magique ! Et la réouverture du Canfranc ne saurait rendre caduques les aménagements routiers indispensables sur la RN134/E7.

Bloquer ces aménagements, qui ont déjà fait l'objet de maintes études et, souvent, de Déclarations d'Utilité Publique et d'acquisitions foncières - une politique qui ne mène à rien comme le montrent les chiffres - **c'est prendre en otage les riverains et prolonger leurs souffrances, c'est prendre en otage les usagers de cette route nationale et internationale et les mettre en danger !**

Ne nous trompons pas de combat !

De cette situation, l'Etat est le principal responsable. Mais nous portons aussi notre part de responsabilité. Les uns pour avoir bloqué des initiatives indispensables, les autres pour n'avoir pas su s'unir et convaincre.

Il n'est que temps de s'unir enfin, élus, responsables économiques, citoyens et citoyennes de la Vallée d'Aspe et du Pays de Béarn pour que vive la Vallée d'Aspe de son éco-agro-pastoralisme et du tourisme au profit de tous, des plus jeunes tout particulièrement.

C'est le sens de la **lettre-pétition des élus et responsables économiques à l'Etat**, lancée fin juin par BAP, « libre dans sa pensée comme dans ses actes ».